

La Thaïlande rêve d'adopter le modèle chinois

Arnaud Dubus

Correspondant de presse pour Radio France Internationale, Libération, Le Temps et TV5 en Thaïlande, auteur d'un ouvrage à paraître prochainement par l'Institut de Recherches sur l'Asie du Sud-est contemporaine (IRASEC), sur « Bouddhisme et politique en Thaïlande ».

**Note d'actualité n°8/8 de l'Observatoire de l'Asie du Sud-Est, cycle 2017-2018
Novembre 2017**

Depuis la fin des années 1970, la Thaïlande s'est appuyée sur une diplomatie d'équilibre entre les grandes puissances, évitant une trop grande dépendance par rapport à un pouvoir particulier. Depuis le coup d'Etat du 22 mai 2014, cette tradition a été érodée par un virage affirmé du régime militaire vers la Chine tant au niveau militaire, qu'aux niveaux économique et politique. Cette « dérive » n'est pas unanimement acceptée dans le pays, analystes, représentants de la société civile et même diplomates mettant en garde contre la fragilisation de la position internationale de la Thaïlande résultant d'une telle politique.

L'arrivée au pouvoir de Donald Trump aurait pu rétablir un meilleur équilibre dans les relations extérieures de la Thaïlande, son approche pragmatique mettant plus à l'aise les militaires thaïlandais que celle de Barack Obama bâtie autour du principe du respect des droits de l'Homme et du régime démocratique. Mais l'approche multidirectionnelle de Donald Trump lors de sa tournée en Asie en novembre 2017 a déconcerté les leaders thaïlandais par son manque de clarté. Les généraux au pouvoir ne perçoivent pas encore clairement le rôle que vont pouvoir jouer les Etats-Unis dans cette nouvelle ère.

Parallèlement, le modèle chinois – l'effacement de la politique au profit du libéralisme économique – plaît aux généraux, qui s'en inspirent pour mettre en place un nouveau système politico-administratif qui marginaliserait les politiciens et élus et limiterait la liberté d'expression et les droits politiques. Dans cette optique, le poids considérable de la bureaucratie thaïlandaise est un atout, mais la reproduction du modèle chinois est rendue difficile par l'histoire et les spécificités socioculturelles de la Thaïlande.

Introduction

1. La dérive thaïlandaise vers la Chine

- a. Au niveau économique
- b. Au niveau militaire
- c. Au niveau diplomatique

2. Le rêve chinois

- a. Un contexte favorable : un Etat rongé par la bureaucratie
- b. La vision de la junte : un Etat apolitique avec une population soumise et unifiée

Conclusion

ANNEXES



Introduction

Pays clé de l'Asie du Sud-Est continentale, mais dépourvue de frontière commune avec la Chine, la Thaïlande a toujours entretenu vis-à-vis de la Chine une attitude de ménagement mêlée de crainte. Depuis la reprise des relations en 1975, après presque trente ans de lutte contre le communisme pro-chinois, Bangkok s'est montré comme un partenaire accommodant pour Pékin, comme en témoigne par exemple son attitude « neutre » sur le contentieux en mer de Chine méridionale. Cette relation privilégiée a toutefois toujours été contrebalancée par le partenariat stratégique avec les Etats-Unis, le grand allié depuis le début de la Guerre Froide. Mais depuis le coup de mai 2014, force est de constater une remise en cause de cet équilibre et une dérive de la Thaïlande vers la Chine, tant au niveau économique, qu'aux niveaux diplomatique et militaire (1.). Cette dérive est renforcée par la séduction qu'exerce sur les leaders de la junte thaïlandaise le modèle chinois d'Etat apolitique concentré sur le développement de l'économie libérale (2.).



1. La dérive thaïlandaise vers la Chine

Pour tous les observateurs de la politique thaïlandaise, un fait géopolitique domine depuis le coup d'Etat du 22 mai 2014 qui a vu l'instauration d'une junte militaire à Bangkok, baptisée le Conseil national de la paix et de l'ordre (ou NCPO – *National Council for Peace and Order*) : la dérive rapide du royaume dans l'orbite de la Chine à la fois au niveau économique, politique et militaire. Sans doute, la Thaïlande n'a, au départ, pas vraiment eu le choix. Les sanctions américaines – réduction de la coopération militaire, suspension de certains programmes d'assistance, suppressions des visites de haut niveau – et européennes ont, d'une certaine

manière, poussé Bangkok dans les bras de Pékin. Mais cette réaction aux circonstances est progressivement presque devenue un engouement, sans doute favorisé par certains membres de la junte, au tout premier rang desquels, le vice-Premier ministre Prawit Wongsuwon. Cette politique peut apparaître comme un choix des militaires thaïlandais, une prise en compte réaliste du fait géopolitique majeur des quinze dernières années qu'est la montée en puissance de la Chine ; elle met toutefois mal à l'aise les diplomates du royaume qui s'inscrivent dans une longue tradition de diplomatie d'équilibre entre les grandes puissances. Surtout, elle s'intègre parfaitement dans la stratégie régionale de la Chine, consistant, au niveau économique, à convertir les pays d'Asie du Sud-Est en partenaires dans le cadre des grands projets multilatéraux, notamment sous l'égide de l'initiative de la « nouvelle route de la soie » (*One Belt, One Road Initiative*, OBOR et à présent *Belt & Road Initiative*, BRI), et, au niveau politique, à coopter ces Etats de manière bilatérale pour en faire des alliés dans le cadre géostratégique.

La force de la stratégie sud-est asiatique de la Chine réside justement dans cette combinaison d'approches, laquelle permet de faire interagir par exemple des investissements infrastructurels avec des contrats d'armements militaires afin de les favoriser. De plus, la présence d'une forte population thaïlandaise d'origine chinoise (entre un tiers et une moitié des habitants de Bangkok) dont sont issus la plupart des dirigeants des grandes corporations thaïlandaises joue aussi en faveur du rapprochement avec la Chine, même s'il n'est pas un facteur déterminant. Les Etats-Unis, jusqu'à récemment le partenaire économique, politique et militaire principal de la Thaïlande avec laquelle ils sont liés par traité d'alliance¹, ont perdu du terrain durant la présidence de Barack Obama, du fait de l'insistance de son administration sur les questions de droits de l'Homme et de retour à la démocratie. Ce phénomène a été d'ailleurs assez général en Asie du Sud-Est ces dernières années : la montée des régimes autocratiques au Cambodge, aux Philippines, en Malaisie et en Thaïlande a favorisé l'accroissement de l'influence chinoise sur la région. L'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche et sa volonté de faire prévaloir les intérêts économiques américains sur toutes les autres questions, pourrait amorcer un rééquilibrage, mais le mouvement lancé par Pékin est déjà en plein élan.

a. Au niveau économique

Partenaire économique encore marginal de la Thaïlande au début des années 2000, la Chine est désormais devenue un acteur de tout premier plan au niveau des échanges commerciaux (premier partenaire commercial depuis 2012) et commence à émerger sur le plan des investissements (7^{ème} investisseur étranger en 2015). La position carrefour de la Thaïlande au centre de l'Asie du Sud-Est continentale intéresse particulièrement la Chine dans sa volonté de mettre en place une infrastructure intercontinentale de transports connectant notamment l'Asie à l'Europe, via l'initiative de la « nouvelle route de la soie » devenue BRI.

Un des projets phare dans ce contexte est la construction
1 - Le traité de Manille de 1954.

d'une liaison ferroviaire à grande vitesse (LGV) entre Kunming, dans le Yunnan, et Singapour, via le Laos, la Thaïlande et la Malaisie. La décision du gouvernement militaire thaïlandais de faire construire le tronçon entre Nakhon Ratchasima et Bangkok, soit 253 kilomètres de voie, par une entreprise d'Etat chinoise a été prise le 15 juin, la junte utilisant l'article 44 de la constitution provisoire pour « lever les obstacles techniques et légaux »². Cet article permet au Premier ministre et chef du NCPO Prayuth Chan-ocha de prendre des décisions sans supervision ni du pouvoir judiciaire, ni du pouvoir législatif, ni du gouvernement et exonère la junte de toute responsabilité en cas de problèmes ultérieurs.

Cette décision a soulevé de fortes controverses au sein de l'opinion thaïlandaise, notamment parce que l'impression a été que la junte militaire offrait un traitement de faveur à la firme chinoise, par comparaison avec le processus habituellement utilisé pour les autres investisseurs étrangers dans des projets d'infrastructures. Non seulement, il n'y pas eu d'appel d'offres, mais le « *super board* », un comité formé par la junte et composé essentiellement de technocrates, chargé d'examiner tous les investissements supérieurs à 5 milliards de bahts (130 millions d'euros), s'est vu retiré le droit d'étudier le projet ferroviaire. L'utilisation de l'article 44 implique une absence de transparence. Les détails du projet, par exemple le nombre d'ouvriers chinois qui vont être mobilisés ou le statut des droits fonciers aux alentours de la voie ferrée, n'ont pas été exposés au public. Ces questions sont importantes, car elles ont provoqué de sérieuses tensions avec les populations locales dans le cadre d'investissements chinois dans d'autres pays de la région, comme par exemple au Laos. Les ingénieurs chinois, qui vont travailler sur le projet, ont aussi été dispensés de passer les tests de qualifications requis par la loi thaïlandaise. Cela a irrité les diverses associations professionnelles d'ingénieurs thaïlandais qui ont pris la junte à partie et ont finalement obtenu un droit de regard sur le recrutement des ingénieurs chinois³.

Même entre le gouvernement thaïlandais et le gouvernement chinois, des différends sont apparus concernant ce projet ferroviaire, ce qui explique en grande partie le retard de sa mise en place. Ces différends ont porté avant tout sur les conditions de financement offertes par la Chine, laquelle refuse de donner un taux d'intérêt préférentiel pour les emprunts, mais demande aussi l'inclusion de conditions sévères dans le contrat d'emprunt, comme par exemple celle portant sur la saisie d'autres biens en Thaïlande si Bangkok ne rembourse pas l'emprunt selon les termes du contrat⁴.

Une autre question cruciale qui est restée en suspens est celle de la responsabilité de la firme chinoise après qu'elle aura terminé la construction : quelles seront exactement ses responsabilités civiles et pénales en

2 - *Junta exempts Chinese from Thai law to build railway*, Sasiwan Mookhasen, Khaosodenglish, 16 juin 2017 ; <http://www.khaosodenglish.com/politics/2017/06/16/junta-exempts-chinese-thai-law-build-railway/>.

3 - *Deans want more from railway deal*, Aekarach Sattaburuth, Bangkok Post, 22 juin 2017.

4 - *China's loan terms rejected*, Wichit Chaitrong, The Nation, 14 août 2017.

cas de problème technique, de mauvaise qualité des équipements ou de failles dans le système de sécurité ? L'absence de transparence – un trait récurrent sous le régime militaire thaïlandais – a engendré de nombreux doutes. « Au final, le *deal* du TGV sino-thaïlandais semble être juste une concession politique (de la Thaïlande) pour gagner le soutien d'un régime autocratique », estime le politologue thaïlandais Thitinan Pongsudhirak⁵.

L'autre projet économique chinois en Thaïlande qui a suscité la polémique est la volonté de Pékin de dynamiser sur une longueur d'1,6 kilomètres des rochers se trouvant dans le flot du fleuve Mékong à la frontière entre le Laos et la Thaïlande, de manière à permettre le passage de cargos chinois de 500 tonnes⁶. Dans une première phase, une série de dynamitages avait déjà ouvert le passage pour les navires jusqu'à 150 tonnes, leur permettant de relier le Yunnan à Luang Prabang (Laos), soit un trajet de 630 kilomètres. En 2017, la junte thaïlandaise a donné son accord pour une étude de faisabilité sur la « seconde phase » par les Chinois, ce qui a provoqué les protestations de plusieurs organisations de la société civile thaïlandaise. Le dynamitage de ces rochers va en effet affecter la migration des poissons vers le bas-Mékong et influencer sur le cours du fleuve. Les Chinois quant à eux n'ont guère perdu de temps et des équipes techniques ont sillonné le Mékong de long en large, créant parfois des tensions avec les communautés locales.

Plusieurs économistes ont souligné que la Thaïlande n'avait pas grand-chose à gagner économiquement dans ce projet, le commerce fluvial bénéficiant presque exclusivement à la partie chinoise. Là encore, la junte semble vouloir gagner les faveurs de Pékin, même si les bénéfices pour la Thaïlande sont limités. Le fait que le dynamitage des rochers pourrait affecter le tracé de la frontière entre la Thaïlande et le Laos a toutefois forcé le gouvernement militaire à faire preuve de prudence quant à ce projet.

Globalement, cette posture économique agressive de la Chine en Thaïlande – laquelle est aussi impliquée dans un projet de centrale au charbon à Krabi, dans le sud de la Thaïlande, qui se heurte à l'opposition de la population locale – inquiète certains experts, lesquels estiment que la relation économique est devenue « déséquilibrée » et font appel aux Etats-Unis pour jouer « un rôle de contrepoids »⁷. A cela s'ajoute la présence massive en Thaïlande de touristes chinois (9 millions en 2016, sur un total de 32 millions de touristes étrangers), aux manières souvent rudes et montrant parfois peu de respect pour la culture locale, qui ne manque pas d'agacer un nombre croissant de Thaïlandais. A ces visites touristiques, il convient d'ajouter une présence rapidement croissante de résidents chinois travaillant à Bangkok – certains endroits de la capitale, par exemple le quartier de Saphan Kwai, sont devenus des petites villes chinoises – sur lesquels très peu de données

5 - *Is the Thai-Chinese railway a raw deal?*, Thitinan Pongsudhirak, Bangkok Post, 23 juin 2017.

6 - *With river sacrifice, regime yields to Beijing*, Wasant Techawongtham, Bangkok Post, 9 mai 2017.

7 - Présentation par Prapat Thepchatree, professeur en études asiatiques à l'université Thammasat, au Club des correspondants étrangers de Thaïlande, 22 novembre 2017.

chiffrées sont disponibles.

b. Au niveau militaire

Le domaine des achats d'armements a été celui dans lequel le « virage vers la Chine » a été le plus spectaculaire. Traditionnellement, l'armée thaïlandaise recourt à des sources très diversifiées pour ses armements, avec toutefois une dominante des armements produits aux Etats-Unis et en Europe. Beaucoup de ces équipements, notamment les chars d'assaut et les véhicules de l'avant-blindé arrivent au terme de leur durabilité après plusieurs décennies en service. La condamnation du coup d'Etat par les pays occidentaux a rendu délicates d'éventuelles ventes d'armements produits dans ces pays à la Thaïlande. La Chine, sollicitée par la junte de Bangkok, s'est engouffrée dans la brèche.

Les premiers chars d'assaut chinois du type VT-4, sur une commande de 28 engins, ont été livrés en octobre 2017 dans le cadre d'un contrat se montant à 4,9 milliards de bahts (126 millions d'euros)⁸. Des commandes pour vingt tanks supplémentaires doivent être passées d'ici à la fin de 2018. Ces chars d'assaut chinois vont remplacer les tanks américains M-41 achetés il y a quarante ans. Quatre mois auparavant, la junte a passé une commande de 34 véhicules de l'avant-blindé chinois du type VN-1 pour une somme de 2,3 milliards de bahts (60 millions d'euros)⁹. Dans ces deux cas de figures, l'une des conditions de la vente est l'établissement par les Chinois d'unités de production de pièces détachées pour la maintenance de ces engins militaires. Trois usines sont planifiées, l'une pour l'armée de terre à Nakhon Ratchasima (nord-est), une pour l'armée de l'air à Nakhon Sawan (nord) et une pour la marine près de la base navale de Sathahip (est), ce qui pourrait être un facteur clé pour pérenniser l'approvisionnement en armements chinois de la Thaïlande.

Cette dernière usine devrait surtout servir à la maintenance des trois sous-marins chinois S26T de la classe *Yuan* dont l'achat pour un total de 36 milliards de bahts (931 millions d'euros) a été approuvé secrètement par le gouvernement thaïlandais lors d'un conseil des ministres le 18 avril 2017. C'est de loin cette commande, la plus importante en termes financiers depuis le putsch de 2014, qui a déclenché le plus les passions et les critiques en Thaïlande, tant de la part des médias que du public. Le fait que le gouvernement n'ait pas annoncé publiquement la décision d'achat, mais que celle-ci n'a filtré qu'après une semaine du fait des pressions des médias a immédiatement créé une suspicion. La junte a aussi refusé de rendre public les termes précis de la commande pour raisons de « sécurité nationale ».

Le fait que la Thaïlande ne soit pas une puissance maritime rend cet achat d'autant plus difficile à justifier que les eaux du golfe de Thaïlande où devraient surtout opérer les sous-marins sont peu profondes et donc que des submersibles sont mal adaptés pour y mener des missions. Les justifications avancées par la marine et

les chefs de la junte – plusieurs pays voisins disposent déjà de sous-marins, nécessité de protéger les ressources naturelles en mer d'Andaman, nécessité de pouvoir réagir face aux changements de la « situation géopolitique globale » – n'ont pas convaincu¹⁰. Parallèlement, on voit mal comment ces sous-marins, dont le paiement s'étalera sur onze années et donc engagera plusieurs gouvernements à venir, pourraient servir à des missions en cas de désastre naturel ou en relation avec l'immigration illégale par voie maritime. Lors d'une interview *off-record*, un amiral de la marine thaïlandaise nous a confié que « très peu d'officiers supérieurs de la marine soutiennent cet achat, la marine ayant surtout besoin de navires de patrouille côtière »¹¹, ce qui semble renforcer l'idée selon laquelle cet achat n'a pas de justification opérationnelle. Au final, cette commande semble s'expliquer essentiellement par des raisons de prestige et par la volonté de renforcer les relations militaires et politiques avec la Chine.

Cette avancée chinoise sur le marché des armements en Thaïlande et l'établissement d'usines pour produire des pièces détachées sur le sol thaïlandais inquiète certaines firmes de ventes d'armements, notamment les équipementiers. Des représentants d'une firme européenne nous ont indiqué qu'à l'avenir, la seule solution pour rester présent sur le marché thaïlandais sera d'essayer de se « greffer » sur le système mis en place par les Chinois et de travailler « en complément » de ce système¹².

Au-delà des achats d'armements chinois, une série d'exercices militaires conjoints sino-thaïlandais ont contribué à renforcer les relations militaires bilatérales, avec notamment le lancement d'un exercice aérien conjoint, *Falcon Strike* en novembre 2015, auquel ont participé 180 officiers et pilotes chinois. Un exercice naval conjoint *Blue Strike*, impliquant 1 000 *marines* des deux pays a également eu lieu en mai-juin 2016 (cet exercice avait connu sa première édition en 2010). Quant aux manœuvres conjointes des armées de terre, elles avaient commencé dès 2007 avec l'exercice *Strike*.

A ce titre, il est intéressant de noter que les effectifs militaires américains pour l'exercice *Cobra Gold* (qui regroupe 30 pays, mais reste avant tout perçu comme un exercice américano-thaïlandais) étaient limités à 3 600, reflétant la réduction des effectifs mise en place par Washington depuis le coup d'Etat de 2014. Mais cette limitation de la participation américaine au niveau des personnels était contrebalancée par la présence lors de l'exercice du chef de la flotte américaine dans le Pacifique, l'amiral Harry Harris, signe de ce que les Etats-Unis ne souhaitent pas trop laisser le champ libre aux Chinois.

Par ailleurs, il est important de noter les limites des exercices militaires conjoints sino-thaïlandais, notamment pour une simple question de langage : il n'y a pas de langage commun entre des officiers chinois ne parlant généralement que le mandarin et des officiers thaïlandais qui parlent pour seule langue

8 - *China tank deal opens old wounds*, Wassana Nanuam, Bangkok Post, 19 octobre 2017.

9 - *Army defends armoured vehicles splurge*, Wassana Nanuam, Bangkok Post, 15 juin 2017.

10 - *Aircraft carrier debacle offers a lesson on the submarine*, The Nation, 2 mai 2017.

11 - Entretien personnel, septembre 2016.

12 - Entretien personnel, novembre 2017.

étrangère l'anglais. Un officier thaïlandais impliqué dans l'exercice *Falcon Strike* n'hésitait pas à qualifier celui-ci de « très dangereux » et de souligner l'absence « d'interopérabilité » dans ces exercices, comparé aux exercices américano-thaïlandais¹³. Il faut aussi rappeler que, même si les équipements militaires de l'armée thaïlandaise sont de plus en plus des équipements *made in China*, la doctrine militaire enseignée au *Command and General Staff College* de Thaïlande reste, depuis les années 1950, la doctrine américaine¹⁴. Très peu d'officiers militaires thaïlandais sont formés en Chine.

c. Au niveau diplomatique

Entre le coup d'Etat de mai 2014 et octobre 2017, dix rencontres bilatérales de haut-niveau ont eu lieu entre la Thaïlande et la Chine (Présidents, Premiers ministres, vice-Premiers ministres). Une seule a eu lieu entre la Thaïlande et les Etats-Unis, lorsque le président Donald Trump a reçu le général Prayuth Chan-ocha en octobre 2017 à Washington. Lors de cette rencontre, la discussion a été presque uniquement économique, le président Trump demandant au Premier ministre thaïlandais de faire en sorte que son pays achète plus de marchandises et de services américains, de manière à réduire le déficit commercial, et investisse plus sur le sol américain.

Malgré la politique de « pivot vers l'Asie » du président Barack Obama, les Etats-Unis avaient perdu du terrain par rapport à la Chine en Asie du Sud-Est entre 2009 et 2017 pour plusieurs raisons. D'abord, les événements au Proche-Orient et au Moyen-Orient avaient accaparé l'attention de l'administration américaine pendant les deux mandats du président Obama, l'empêchant de véritablement appliquer sa stratégie, même s'il s'était fait un devoir d'être présent à tous les sommets régionaux. Un signe parlant a été l'inactivité des Etats-Unis sur la question du conflit en mer de Chine méridionale, quand les Chinois ont construit des îlots artificiels dans l'archipel des Spratleys, puis les ont militarisés notamment en construisant des abris pour missiles sol-air. Même lorsque la Cour permanente d'arbitrage de La Haye a rendu un arrêt défavorable aux revendications chinoises en mer de Chine méridionale en juillet 2016, après un recours déposé par les Philippines, les Etats-Unis sont restés passifs.

Par rapport à la Thaïlande, comme on l'a vu, la position de principe de l'administration Obama en faveur d'un gouvernement démocratiquement élu a refroidi les relations bilatérales. Le gel d'un don de 4,6 millions de dollars à l'armée thaïlandaise juste après le coup, puis l'exclusion de la marine thaïlandaise de l'exercice naval *Rim Pacific Exercise* (RIMPAC), le plus important au monde, ont été particulièrement mal ressentis par le régime militaire nouvellement installé¹⁵.

Baucoup s'attendaient à ce que l'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche en janvier 2017 améliore

13 - *Tipping the Balance in Southeast Asia? Thailand, the United States and China*, John Blaxland et Greg Raymond, Center for Strategic & International Studies, Australian National University, novembre 2017

14 - *Ibid.*

15 - *Thailand playing a risky game with China, Russia*, Pavin Chachavalpongun, Japan Times, 6 juin 2016.

la situation avec les Etats autocratiques d'Asie du Sud-Est, la Thaïlande en tête. Le manque d'intérêt du nouveau président pour les questions de droits de l'Homme et de respect des libertés démocratiques laissait présager une relation plus pragmatique, fondée sur le bilatéralisme et les intérêts commerciaux mutuels. Mais, d'une certaine manière, Trump semble aller trop loin dans cette voie du pragmatisme et surtout ne calibre pas son attitude en fonction des différents partenaires. Cela a été clairement illustré lorsque Donald Trump a assisté, en novembre 2017, à une série de rencontres régionales (Sommet de la Coopération économique Asie-Pacifique ou APEC à Danang, puis Rencontre US-ASEAN et Sommet de l'Asie de l'Est à Manille). Se jetant dans les bras du président Chinois Xi Jinping tout en faisant part de son admiration pour « cet homme très bon », Donald Trump s'est enthousiasmé sans mesure pour tout ce qui croisait son regard, qualifiant le Vietnam « d'un des plus grands miracles du monde » et le président philippin Rodrigo Duterte, dont la campagne contre les trafiquants de drogue a fait périr environ 4 000 personnes depuis sa prise de fonction en juin 2016, de « bon gars ». L'absence de discrimination et la mise au vestiaire des principes démocratiques et humanistes ainsi que l'enthousiasme du président pour les autorités chinoises ont déconcerté beaucoup de participants aux divers sommets, car cela a donné l'impression d'une diplomatie mal dosée, hasardeuse et élaborée à partir d'impulsions¹⁶. Au final, la Chine est apparue, à la Thaïlande et aux autres pays d'Asie du Sud-Est, comme un partenaire plus fiable et plus prévisible que les Etats-Unis sous l'administration Trump.

La proximité de plus en plus forte entre la Chine et la Thaïlande peut toutefois jouer au détriment de la seconde à l'avenir, notamment parce que cela aboutit à une relation déséquilibrée. Il est ainsi apparu clairement lors des négociations sur le projet de TGV reliant Nakhon Ratchasima à Bangkok que la Chine se trouvait en position de force et que la Thaïlande se voyait obligée de céder à la plupart des exigences de Pékin, au point d'être vivement critiquée par certains secteurs de la population thaïlandaise. Cette fragilisation de la position de la Thaïlande vis-à-vis du grand pouvoir régional apparaît clairement si l'on compare par exemple les relations Bangkok-Pékin aux relations entre Pékin et Singapour. Le Premier ministre Lee Hsien Loong n'éprouve pas le besoin de se précipiter dans les bras de Pékin, mais entretient un savant équilibre dans les relations entre l'île-Etat et les grandes puissances¹⁷.

La crédibilité et la respectabilité internationale de la Thaïlande sont aussi affectées par cette dérive vers la Chine (et aussi vers la Russie)¹⁸, car elle en vient à être classée par la communauté internationale dans la catégorie des pays auxquels « on ne peut pas faire confiance »¹⁹. Par ailleurs, il est douteux que la Chine se « mouille » pour la Thaïlande si celle-ci a besoin d'un soutien international dans le cas, par exemple, où la

16 - *Regional order in East Asia after summits*, Thitinan Pongsudhirak, Bangkok Post, 17 novembre 2017.

17 - *The delicate art of balancing China and the US*, The Nation, 29 octobre 2017.

18 - Pavin Chachavalpongun, *op. cit.*

19 - Voir par exemple : *The delicate art of balancing China and the US*, The Nation, 29 octobre 2017.

situation politique intérieure redeviendrait chaotique.

Sur le plan intérieur, cela n'empêche pas le régime militaire thaïlandais de regarder vers Pékin comme une source d'inspiration pour établir un système qui permet de maximiser la stabilité politique et de renforcer l'imperméabilité des autorités aux critiques de ses opposants.



2. Le rêve chinois

Fin octobre 2017, une interview par l'agence chinoise *Xinhua* du vice-Premier ministre thaïlandais Vissanou Krua-gnam était publiée sous le titre : « La Thaïlande a besoin d'étudier la pensée de Xi Jinping sur le socialisme avec des caractéristiques chinoises »²⁰. Si l'on se souvient que la Thaïlande a combattu le communisme – et tout particulièrement le communisme prochinois – durant la plus grande partie du XX^{ème} siècle, avec le soutien matériel et financier des Etats-Unis, on a le droit de trouver ce revirement plutôt surprenant. Mais les Thaïlandais ont cette caractéristique d'avoir peu de mémoire historique et d'être particulièrement prompts à s'adapter à un nouveau contexte géopolitique. Par ailleurs, le modèle chinois – libéralisme économique et absence de liberté politique, primat du collectif sur l'individuel – plait incontestablement au régime militaire thaïlandais qui s'est évertué, depuis le coup d'Etat de 2014, à annihiler tout ce qui a trait à la politique. Le cadre politico-administratif thaïlandais, avec le poids considérable de la bureaucratie, constitue un contexte favorable pour l'adoption, au moins partielle, de ce modèle.

a. Un contexte favorable : un Etat rongé par la bureaucratie

L'une des caractéristiques de la Thaïlande, comme l'avait noté Fred Riggs dans son étude-clé *The Modernization of a Bureaucratic Polity*²¹, est le poids écrasant de la bureaucratie – civile et militaire – et l'imposition de ses vues rigides sur une population elle-même flexible, bon enfant et peu soucieuse de structures et d'institutions. D'une certaine manière, la bureaucratie royaliste dans un sens large – en thaï, les fonctionnaires sont « serviteurs du roi » non pas « serviteurs du peuple » – est la plus solide institution durable du pays. Comme le disait le moine bouddhiste réformateur Buddhadasa Bhikkhu, « si l'on cherche à comparer le système de la fonction publique de la société thaïe à un autre système, il ne peut être qu'une ogresse océane tout à fait haïssable et effrayante. Haïssable, en ce que c'est un système énorme. Effrayant, en ce qu'il utilise la puissance de l'Etat pour s'immiscer le plus possible dans la vie de

20 - Interview: Thailand needs to study Xi's thought on Socialism with Chinese Characteristics: Thai deputy-PM, Xinhua, 28 octobre 2017.

21 - *The Modernization of a Bureaucratic Polity*, Fred Riggs, East-West Center, Hawai'i, 1966.

l'individu »²². Si l'origine de cette tendance est ancienne, probablement enracinée dans le brahmanisme importé du royaume khmer d'Angkor, elle reste vivace dans la Thaïlande, particulièrement quand le pays est sous régime militaire, car les généraux au pouvoir nourrissent, renforcent et perpétuent cette structure prédatrice. La bureaucratie dévore la société thaïlandaise de l'intérieur, exerçant un contrôle sur tous les aspects de la vie, des arts aux restaurants de rue en passant par la religion bouddhique. Membres privilégiés de la société, les fonctionnaires regardent généralement le peuple de haut et, à l'occasion, lui fait sentir son statut inférieur.

Du vivant du roi Bhumibol Adulyadej, décédé en octobre 2016, l'image de ce monarque aimant le peuple, travaillant pour le peuple, a été un élément clé pour « faire digérer » cette obsession du contrôle bureaucratique auprès de la population. L'image du roi associait deux éléments-clé – l'élément bouddhiste et l'élément brahmanique – le premier justifiant et atténuant le second²³. Mais avec le nouveau roi, cette combinaison délicate pourrait être altérée, l'élément de la peur et du contrôle prenant le dessus.

Les bureaucrates militaires au pouvoir depuis mai 2014 présentent une version extrême du contrôle bureaucratique. Depuis le coup d'Etat, ils ont consolidé ce système par la menace de la répression sans supervision légale et ont adopté une stratégie de négation des droits individuels. Leur idéologie du *pracharath* – de l'Etat-peuple – reflète une mentalité moyenâgeuse qui dénie l'importance des sentiments individuels et n'accordent de signification qu'aux institutions et aux pouvoirs situés en haut de l'échelle. Cette approche est essentiellement une négation de l'humain, reflet d'un état d'esprit totalitaire. Par l'instauration, en 2017, d'un Conseil stratégique de surveillance dont la durée du mandat est de 20 ans, le régime militaire vise à inscrire dans la durée cette obsession du contrôle : les futurs gouvernements élus seront légalement responsables s'ils dérogent aux politiques de réforme édictées par la junte. Ce souci de « domestiquer le futur » n'est pas sans rappeler la planification jusqu'à récemment en vogue dans les pays se définissant comme communistes et ce contexte d'un Etat rongé par la bureaucratie n'est pas sans évoquer le modèle chinois, où le parti communiste domine tous les aspects de la vie des habitants.

b. La vision de la junte : un Etat apolitique avec une population soumise et unifiée

Là où le système chinois est organisé, capable de s'auto-évaluer et de s'auto-corriger et ne se heurte généralement pas à une population rebelle, le système thaïlandais est chaotique, rigide et fait face à une population rétive au contrôle, ne serait-ce que parce que certaines habitudes démocratiques se sont ancrées dans les mœurs. Les mesures répressives prises par la junte depuis sa prise de pouvoir, notamment le contrôle des échanges sur l'internet, l'intolérance de

22 - *Une herméneutique bouddhique contemporaine de Thaïlande : Buddhadasa Bhikkhu*, Louis Gabaude, Ecole française d'extrême-orient, Paris, 1988. p. 341.

23 - *World Conqueror; World Renouncer*, S. J. Tambiah, Cambridge University Press, Londres, 1976, p. 53.

la moindre critique, la mise en détention des leaders d'opinion contestataires et la promotion de l'idéologie du *pracharath*, attestent de la volonté des généraux thaïlandais d'adopter un système inspiré du modèle chinois.

Ainsi, la restriction totale des activités des partis politiques depuis le coup et même l'interdiction de réunions dont les thématiques peuvent être interprétées comme politiques au sens large indiquent cette volonté d'annihiler la vie politique, de l'immobiliser. Malgré la perspective des élections législatives à la fin de 2018, la junte n'a pas encore levé cette interdiction d'activités politiques. Elle semble craindre que la moindre marge accordée aux politiciens et aux esprits critiques entraîne rapidement un démantèlement de l'ensemble du système de contrôle. Les deux justifications de cette campagne de répressions des droits individuels sont la nécessité de maintenir la stabilité et celle de maintenir l'unité du pays, là encore une démarche qui ne détonerait pas au sein d'un Congrès communiste à Pékin.

élections législatives ont bien lieu en novembre 2018, comme s'y est engagé le général Prayuth Chan-ocha, et malgré le système constitutionnel mis en place pour marginaliser les principaux partis politiques et réduire le rôle des politiciens élus, une nouvelle dynamique va apparaître, laquelle va ouvrir de multiples opportunités aux opposants au régime militaire. Le « rêve chinois » des généraux, illusion momentanée, risque fort d'en pâtir, les Thaïlandais réaffirmant la ténacité de leurs traits culturels.



Conclusion

Il est encore trop tôt pour déterminer si la dérive de la Thaïlande vers la Chine va aboutir à compromettre ses intérêts à long terme. Les débuts de la présidence Trump laissent entrevoir une poursuite du déclin du rôle américain en Asie, même si sa présence militaire et économique dans la région reste formidable et que l'imprévisibilité de Donald Trump n'écarte pas des revirements inattendus. Devant cette incertitude, la Thaïlande n'a toutefois guère d'autre choix que de miser sur la Chine, comme l'ont aussi fait le Cambodge et le Laos et comme semblent être tentées de le faire les Philippines, fragilisant la cohésion de l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN). Mais du pragmatisme diplomatique à l'adoption d'un système à la chinoise pour l'administration du royaume, il y a un grand pas.

Les Thaïlandais ne sont pas les Chinois, ne serait-ce que parce qu'ils sont réticents à la discipline et se définissent avant tout par rapport au groupe immédiat et non pas par rapport à une société nationale abstraite et solidaire – une tendance qui pourrait s'accroître lors du nouveau règne. Les Thaïlandais courberont le dos si les circonstances l'exigent, mais reprendront de leur aplomb dès qu'un changement de situation le permettra. En termes socio-psychologiques, on appelle cela « l'orientation d'ajustement »²⁴. Par ailleurs, l'histoire montre que, si le système Chinois repose essentiellement sur les institutions, celui de la Thaïlande est avant tout fondé sur l'attachement aux personnes, d'où sa fluidité et sa versatilité. Si les

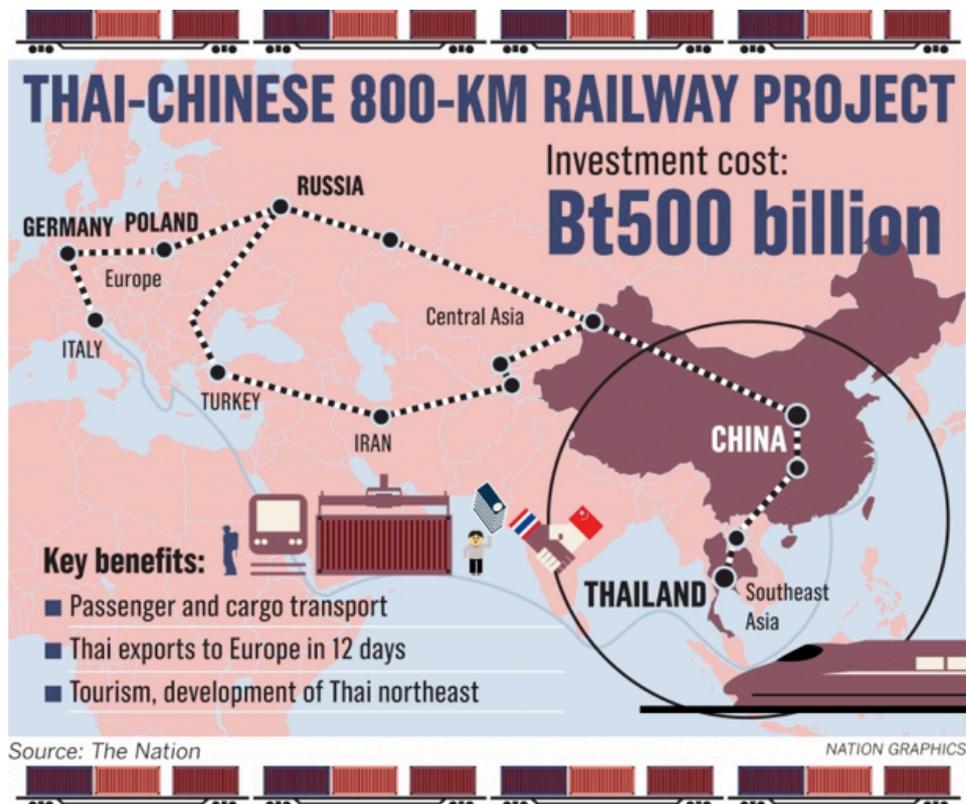
24 - *Psychology of the Thai people: values and behavioral patterns*, Suntaree Komin, Research Center, National Institute of Development Administration, Bangkok, 1990.

Cartes (sources : CIA ; *The Economist*, 2014 ; *The Nation*, 2016)



LAMBERT CONFORMAL CONIC PROJECTION; STANDARD PARALLELS 10° 00' N 8° 50' N

803530AI (G03664) 2-13



Cartes 5 et 5bis : flux de pétrole et gaz liquide naturel en Asie du Sud-est – l'ordre de grandeur reste valable (source : US Energy Information Administration, 2011)

Major LNG trade flows in the South China Sea (2011)
trillion cubic feet



Major crude oil trade flows in the South China Sea (2011)
million barrels per day

